



Le mouvement antigouvernemental se propage à Djibouti

Par [Niall Green](#)

Mondialisation.ca, 25 février 2011

[WSWS](#) 25 février 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe»](#)

La vague de protestations populaires au Moyen Orient et en Afrique du Nord a atteint l'Etat de Djibouti. Situé stratégiquement dans le Corne de l'Afrique, au débouché du détroit de Bad-el-Mandeb qui le sépare du Yémen, Djibouti a sur son territoire des bases militaires américaines et françaises.

Environ 30.000 personnes se sont rassemblées vendredi dans la capitale, Djibouti ville, pour protester contre le régime du président Ismaël Omar Guelleh. La manifestation a dépassé de loin les rassemblements antigouvernementaux qui avaient eu lieu auparavant, le 28 janvier et le 5 février lorsqu'une foule estimée entre 2.000 et 3.000 personnes s'étaient regroupée après les prières du vendredi.

L'organisation Human Rights Watch a rapporté que la police avait assailli le rassemblement du 5 février avec des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc. Le président de la Ligue des droits de l'homme de Djibouti a été arrêté le 9 février après avoir parlé aux médias internationaux des interpellations de plusieurs étudiants activistes antigouvernementaux.

« Nous protestons contre la dictature, la mauvaise gouvernance, le manque de démocratie et une dynastie de succession, » a dit vendredi au Financial Times Ismaël Guedi Hared, un dirigeant oppositionnel. Selon le site d'information Al Jazeera, Hared et d'autres responsables de l'Union pour l'alternance démocratique (UAD), une organisation parapluie formée par trois partis d'opposition, s'étaient adressés à la foule pour réclamer la démission de Guelleh.

Hared avait été arrêté au cours de la manifestation, puis libéré samedi. Cependant, dimanche, les autorités de Djibouti ont arrêté 20 membres de l'Union pour l'alternance démocratique. L'on estime que 15 membres d'un autre groupe d'opposition, le Mouvement pour le Renouveau démocratique, ont été emprisonnés depuis le début des protestations.

Guelleh règne dans ce petit pays de 850.000 habitants depuis 1999 tandis que son clan d'ethnie somalienne Issa Dir dirige Djibouti depuis sa déclaration d'indépendance formelle de la France en 1977. Le président a changé la constitution l'année dernière pour lui permettre d'effectuer en avril prochain un troisième mandat de six ans. Guelleh avait été réélu sans opposition en 2005.

Durant la période coloniale française, les deux principaux groupes ethniques, les Somaliens et les Afars, avaient été montés les uns contre les autres ; les clans somaliens Issa Dir et

Gadabuursi ont monopolisé le pouvoir politique durant des décennies. Le gouvernement et les rebelles Afars ont mené une guerre civile sanglante dans les années 1990 avant que Guelleh n'intègre quelques dirigeants Afar dans un gouvernement basé sur le partage du pouvoir. Les protestations de masse qui ont lieu actuellement à Djibouti ont revêtu jusque-là un caractère plutôt antigouvernemental qu'ethnique.

Selon des rapport de l'AFP, des manifestants participant au rassemblement de masse à Djibouti ville brandissaient des pancartes disant : « IOG dehors » et « Non au 3ème mandat de IOG [les initiales du président] »

Le rassemblement de masse pacifique a été réprimé par une violence policière qui a fait au moins quatre morts et qui a blessé 50 manifestants. Le ministère de l'Intérieur a rapporté qu'un policier a aussi été tué.

Les manifestations se sont poursuivies samedi, et il a été fait état d'autres affrontements violents entre des manifestants majoritairement jeunes et la police. Un important groupe de manifestants a tenté d'ériger un campement permanent devant le stade Gouled dans la capitale, en imitant selon toute apparence le campement de masse sur la Place Tahrir au Caire en Egypte. Mais, la police a recouru aux gaz lacrymogènes et aux charges à la matraque pour faire évacuer la place.

L'agence d'information égyptienne Ahram a rapporté que les heurts les plus violents avaient eu lieu samedi devant l'hôpital lorsque des manifestants se sont heurtés en grand nombre à une police anti-émeute lourdement armée. Un communiqué du ministère de l'Intérieur envoyé à l'AFP a dit que « Des membres de la police nationale avaient été forcés de recourir aux grenades lacrymogènes pour se protéger d'une foule violente et surexcitée. »

Le quartier ouvrier et pauvre de Balbala, un bidonville de plus de 200.000 habitants dans la banlieue de la capitale, s'est révélé être un centre d'opposition au régime et plusieurs rapports ont fait état de combats entre les jeunes et la police. La moyenne d'âge à Djibouti est d'à peine 21 ans et le chômage et la pauvreté sont tout particulièrement élevés parmi les jeunes. La moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté et la malnutrition afflige des milliers de familles.

L'espérance de vie à la naissance est évaluée à environ 50 ans. L'indice de développement humain (IDH) des Nations unies qui mesure l'espérance de vie, le taux d'alphabétisation, l'éducation et la santé, classe Djibouti au 148ème rang sur 169 ce qui en fait l'un des endroits les plus défavorisés sur terre.

Guelleh se trouve au sommet de cette poudrière sociale étant pleinement et activement soutenu par l'ancienne puissance coloniale, la France, et par les Etats-Unis - qui y disposent de leur unique base militaire africaine.

L'emplacement de Djibouti sur le détroit de Bab-el-Mandeb qui relie la Mer Rouge à la Mer d'Arabie, en fait un goulot d'étranglement vital pour la navigation. Plus de 3 millions de barils de pétrole en provenance du Golfe persique et à destination du Canal de Suez et des marchés d'Europe et au-delà transitent tous les jours par ce détroit.

Depuis le 19ème siècle, cet emplacement stratégique a fait de Djibouti et de l'ensemble de la Corne de l'Afrique un enjeu très prisé pour les puissances impérialistes. Paris a dirigé le pays sous l'appellation de Somalie française jusqu'à son accession à l'indépendance en

1977. La France a toutefois gardé un contrôle effectif sur la politique étrangère et de défense de Djibouti, grâce principalement à la présence dans le pays de près de 3.000 troupes de sa Légion étrangère et d'un détachement de fusiliers marins.

Depuis le lancement de la « guerre contre le terrorisme » en 2001, les Etats-Unis ont aussi joué un rôle majeur à Djibouti. Le Pentagone maintient une base militaire dans le pays, le Camp Lemonnier, à partir duquel il organise ses opérations dans la Somalie voisine où Washington soutient un régime qui lutte contre des rebelles islamistes. La base américaine à Djibouti fournit également une base stratégique pour ses opérations au-delà du détroit de Bab-el-Mandeb, dans la péninsule arabique où l'armée américaine collabore avec le régime du dictateur yéménite Ali Abdullah Saleh.

Article original, [WSWS](#), paru le 21 février 2011

La source originale de cet article est [WSWS](#)

Copyright © [Niall Green](#), [WSWS](#), 2011

Articles Par : [Niall Green](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca